

Comment mettre en place une politique décoloniale culturelle et artistique tenant compte des positions minorisées noires africaines à Bruxelles?

Comment mettre en place
une politique décoloniale
culturelle et artistique tenant
compte des positions minorisées
noires africaines à Bruxelles?

- > Bruxelles voit émerger un monde culturel noir africain foisonnant ; ce monde questionne le devenir de la ville à la croisée des acteurs artistiques, culturels et politiques.
- > La faiblesse de l'ancrage des acteurs culturels afrodescendants dans le paysage institutionnel situe ce monde à la marge des processus de reconnaissance.
- > Ce monde inscrit la lutte antiraciste dans ses articulations avec la culture et l'art, dans le cadre d'une analyse des formes contemporaines de racisme anti-noir.
- > Soutenir ces formes d'expression peut contribuer à construire des rapports plus égalitaires entre majorité et « minorités » et/ou à multiplier les figures visibles de « role-model » dans une ville multiculturelle.
- > Soutenir la vivacité d'un monde culturel noir inscrirait Bruxelles comme l'un des pôles participant aux redéfinitions, en cours à un niveau global au Sud comme au Nord, des positions des acteurs issus de mondes anciennement colonisés.

Cette recherche s'inscrit dans l'objectif général d'une meilleure reconnaissance des populations africaines et afrodescendantes dans les domaines de l'art et de la culture. Elle se base sur l'analyse des difficultés spécifiques que ces populations (artistes, intermédiaires artistiques et culturels) rencontrent dans leurs processus de création artistique, de production culturelle et de réflexions critiques sur les problématiques contemporaines qui traversent la société belge. Elles visent la mise en place de politiques appropriées tenant compte des conditions de minorité que ces populations occupent dans le champ de l'art et de la culture. Cela nécessite de porter une attention particulière à la façon dont les enjeux d'art et de culture se posent et se déclinent dans le contexte d'une ville comme Bruxelles, à la fois pôle multiculturel et ville située au centre d'une Europe postcoloniale.

De manière générale, le soutien à un monde culturel noir à Bruxelles s'inscrit dans le soutien aux affirmations des groupes minoritaires issues d'Afrique subsaharienne. La visibilité institutionnelle de ces groupes n'est, pour l'instant représentative ni de son dynamisme réel dans la ville, ni de son poids statistique. Renforcer un tel monde culturel revient à renforcer de manière effective le caractère multiculturel de Bruxelles et de s'orienter vers des politiques d'empowerment des minorités.

La présente recherche a constaté la relative faiblesse des Cultural Studies en Europe continentale et en Belgique en particulier. Il s'agit de remédier à l'absence de savoirs approfondis sur les liens entre processus migratoires et productions culturelles d'une part, et sur les rapports sociaux entre minorités et majorité dans le champ de la culture, d'autre part.

Une analyse statistique a montré une présence significative des populations africaines et afrodescendantes en RBC (7%). Cette population se caractérise par une faible inscription dans le marché de l'emploi (5%) et dans le marché de l'emploi culturel et artistique en particulier (2,8%). Cette sous-représentation dans l'emploi s'accompagne d'une forte précarité (prépondérance des bas salaires, des temps partiels et horaires coupés, etc.) se renforçant en fonction du genre. Plusieurs facteurs sont à même d'expliquer la faible représentation de cette population dans l'emploi artistique et culturel (secteur ne correspondant pas aux attentes familiales intériorisées, secteur insécurisant pour une population fragilisée, etc.). Néanmoins, convient-il de considérer qu'une part non négligeable de cette population est active dans ce secteur. Ainsi parallèlement à l'analyse quantitative, une analyse qualitative (45 entretiens approfondis auprès d'artistes d'origine africaine, d'opérateurs

culturels et d'organisme culturel) a permis d'identifier des ressources et des freins aux carrières individuelles d'artistes. L'étude montre que cette frange de la population est confrontée à une stratification racisée et genrée des mondes de l'arts qui freine, voire enraye, les processus de reconnaissance tant financière que symbolique. Se traduisant par de nombreux obstacles (plafond de verre, relégation vers des rôles de second plan, discrimination et attentes stéréotypées à l'égard des « artistes noirs et/ou africains », subordination institutionnelle, cadres de référence artistique eurocentrés, etc.), cette stratification génère des conséquences néfastes non seulement au niveau des trajectoires mais aussi de tout un secteur dans son ensemble qui peine à instaurer un diversité structurelle en son sein.

Malgré ces freins, une analyse par observation participante a en effet mis en évidence une intensification, sur ces dix dernières années, d'une activité culturelle portée par la population d'origine africaine. La part des femmes dans cette effervescence est importante. L'observation participante a mis en évidence le déploiement d'un monde culturel noir africain, s'appuyant sur des activités artistiques pour déployer revendications politiques, analyse et déconstruction des structures postcoloniales. En retour, les activités artistiques y trouvent également un

point d'appui. En outre, les formes transnationales de réseau en partie ancrées sur le continent africain, mais aussi dans les pays encourageant le développement de politiques multiculturalistes (anglo-saxons) constituent également des ressources centrales, tout comme les soutiens informels locaux.

Cette effervescence s'accompagne de l'émergence d'un nouveau public dans les institutions culturelles. Observation directe ou participante et analyses documentaires ont permis d'identifier les tensions entre un monde culturel et politique noir et un écosystème institutionnel (organismes de coopération au développement et institutions culturelles). La prise en compte et la compréhension aussi bien de ces tensions que des mécanismes de structuration racisée et genrée des mondes de l'art doivent permettre à des politiques de diversité éthiques et efficaces de se mettre en place.

L'émergence d'affirmations politiques et culturelles d'un monde noir à Bruxelles est à la fois la conséquence d'un développement urbain basé sur un important background migratoire et de la constitution de groupes évoluant en questionnant l'impact de l'histoire coloniale sur le fonctionnement des institutions. Ces luttes et tensions donnent à voir des pistes de construction de rapports plus égalitaires entre majorité et « minorités » ici postcoloniales. Il s'agit d'un enjeu de première importance pour une ville-monde comme Bruxelles, capitale d'une Europe (post)coloniale.

Afin de soutenir les groupes et populations africaines et afrodescendantes, trois recommandations découlent de cette recherche. Elles s'articulent autour de trois volets.

1.

Soutenir les carrières artistiques par les outils de la politique de l'emploi

L'analyse statistique de même que les entretiens approfondis montrent une très faible inscription des artistes africains et afrodescendants dans le système d'emploi institutionnel prévu pour favoriser le travail artistique (VISA artiste, statut artiste ONEM, subsidiation, etc.). Le travail indépendant, le recours aux revenus de petites indemnité (RPI), l'appui sur des marchés locaux et régionaux et le cumul entre activités artistiques et hors-artistiques sont les ressources auxquelles les artistes africains et afrodescendants ont le plus souvent recours. Il s'agit là de soutiens financiers peu sécurisants et peu stables dans les carrières artistiques. Nous proposons dès lors :

- > La mise en place d'outils efficaces d'information sur les statuts d'emploi artistiques et leurs conditions

d'accès (visa artiste, carte RPI, statut d'artiste-ONEM, etc.) et une redéfinition des conditions d'accès pour le statut d'artiste ONEM qui tiennent compte de certaines réalités spécifiques à ces groupes, partiellement partagées par d'autres groupes minoritaires ou émergents. Il s'agirait de faciliter l'accès au statut d'artiste ONEM en tenant compte de la polyvalence des activités artistiques (entre disciplines mais aussi à la frontière entre art et artisanat ou entre actions socioculturelles et activités artistiques) ; en tenant compte d'une offre artistique moins instituée (montants moindres et offre moins récurrente) à destination des artistes d'origine africaine; en redéfinissant la notion de « scène artistique ».

La recherche observe des reconversions fréquentes à mi-carrière vers le secteur des activités artistiques. Ces reconversions pallient à des conditions restrictives sur le marché du travail liées à des mécanismes de discrimination vis-à-vis des populations noires (plafond de verre, non prise en compte des problématiques vécues par les afrodescendants dans les cadres professionnels, etc.). En conséquence, le soutien à la reconversion constitue un outil de politique publique. Nous proposons dès lors :

> Le renforcement, par les acteurs de la formation professionnelle (Actiris, Bruxelles Formation et leurs pôles artistiques), des dispositifs de soutien aux reconversions vers l'activité artistique, telles que :

- ① soutien aux pause-carrière et aides à la formation des métiers de l'art et de la culture ;
- ② aide au développement d'une activité artistique, notamment par la mise en réseaux de type « pépinière » ;
- ③ valorisation des compétences artistiques acquises dans les pays d'origine et autres pays d'expressions artistiques accumulées ;
- ④ dans le cadre de la construction des projets professionnels, reconnaissance des diplômes et compétences non artistiques comme pouvant déboucher sur le déploiement de carrières artistiques ;
- ⑤ l'accompagnement comptable à la mise en place et au suivi des petites structures indépendantes dans le domaine de l'art et de la culture.

2.

Favoriser les réseaux et dynamiques de production de mondes de l'art.

S'observe, en Région de Bruxelles-Capitale, la faiblesse de dispositifs d'accompagnement à la production artistique et plus globalement de soutien au déploiement et aux renforcements de scènes artistiques émergentes et/ou alternatives issus des groupes minoritaires, et particulièrement afrodescendants. En résultent un essoufflement de mondes de l'art pourtant dynamiques et des acteurs de ce monde, multipliant l'ensemble des rôles nécessaires. Pour soutenir le déploiement de mondes artistiques et empêcher leur essoufflement, soutenir des acteurs connexes est fondamental. Nous proposons dès lors :

- > Des aides à des supports de production critiques (critique d'art et formation des publics) : web, éditions de revues, émissions télévisuelles et radiophoniques spécialisées, avec une attention particulière à l'intégration de ces productions dans les médias majeurs.
- > La mise en place de plateformes structurées de soutien à la création. Ces dispositifs, existant du côté néerlandophone, mériteraient d'être

soutenus par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En cela, cette recommandation soutient la proposition déjà formulée dans le cadre des réflexions en cours sur la mise en place d'une Maison des cultures africaines à Bruxelles. Une telle plateforme devrait s'y implémenter.

De nombreux plafonds de verre sont constatés à propos des carrières d'artistes noir.e.s. Nous proposons dès lors :

- > La mise en place de monitoring de la diversité au sein des institutions culturelles elles-mêmes (Qui occupe quels postes?) incluant une plus que nécessaire approche de genre au vu des discriminations spécifiques à l'égard des femmes noires à des hauts niveaux de décision. Il s'agit de renforcer des politiques d'accès aux postes de décisions. Cette proposition vise également à intégrer l'analyse des processus de discrimination propres aux mondes de l'art et de la création aux analyses existantes (Fondation Roi Baudouin, Smart, Unia). Le rapport d'évaluation des politiques de diversité bruxelloise dans les institutions culturelles, « Oser aller plus loin » (Actiris et RAB/BKO, 2016) en montrait déjà la nécessité.

3.

Renforcer, par des politiques culturelles adéquates, les supports nécessaires pour que les populations africaines et afrodescendantes puissent jouer un rôle réel d'acteur/rice.

- > Les populations et artistes africains et afrodescendants sont souvent utilisés comme « public intermédiaire » au sein des institutions et ONG de coopération culturelle (Africalia, l'ONG Coopération Education Culture, le Musée royal d'Afrique centrale). Ces dernières s'appuient sur les savoirs et expertises des diasporas localisées au « Nord » pour sensibiliser à l'idée de citoyenneté mondiale et à la question de la solidarité internationale. Le terme « intermédiaire » est significatif : ce ne sont ni les conditions ni la position des diasporas au sein de la société belge qui font l'objet d'un réel investissement politique mais, par contre, ces institutions en passent par elles pour atteindre leurs objectifs en termes de sensibilisation. Ces « publics intermédiaires » ne bénéficient pas, à cette occasion, de renforcement structurel de leurs positions en tant qu'individus et en tant que monde. Des partenariats non ou peu rémunérés à la hauteur des ressources qu'ils génèrent et de leurs compétences renforcent le caractère subalterne d'un monde culturel noir africain aux institutions et partant,

mettent en cause la position des Noirs à Bruxelles.

En outre, les inégalités internes à l'hémisphère nord héritières des structures de pouvoir coloniales ne sont que peu, voire pas, problématisées dans le cadre des politiques de développement très attachées à la traditionnelle division Nord/Sud. Ce qui, en termes de politique de développement, débouche sur un impensé en matière d'efforts à déployer pour renforcer la position non pas du Sud uniquement, mais du « Sud global » – le « Sud global » n'étant pas uniquement un concept géographique puisqu'il comprend également les communautés issues des migrations postcoloniales localisées au Nord.

Enfin, comme l'a montré le rapport, un grand nombre de conflits entre acteurs du monde culturel noir africain et institution – pas seulement ONG mais aussi institution culturelle qui nouent des liens avec la coopération culturelle – portent sur la reproduction de cette position de subalternité. Nous proposons donc de :

- > Considérer le besoin de renforcement des « publics intermédiaires ». Ceci se décline de deux manières
- > De la part des politiques de coopération culturelle, le renforcement des « publics-intermédiaires » consisterait à faciliter financièrement l'établissement de structures portées par les Afrodescendants.

- > De la part des politiques de coopération culturelle, il s'agirait également de faciliter la mise en relation entre diasporas et acteurs du Sud dans le cadre de projets à monter en partenariat.

- > Considérer statutairement les « publics intermédiaires » comme co-producteurs de savoirs et de recherches dans ces institutions et ce, y compris auprès des acteurs fédéraux de la coopération culturelle. Ceci se décline de deux manières.

- une intégration de groupes afrodescendants dans les instances de décision et de conception des politiques de coopération au développement et des politiques culturelles (au sein des administrations culturelles et de développement, comme au sein des organismes culturels et de coopération).

- sur le modèle québécois, dégager des lignes budgétaires pour des recherches-actions continues traitant des rapports de coopération et de négociation entre groupes afrodescendants et partenaires institutionnels. Est donc proposé qu'une activité que l'on pourrait qualifier de « Recherche et Développement » s'intègre au sein de la Maison des Cultures Africaines de manière à inclure les relations à un écosystème d'institutions et à soutenir la politique programmatique, d'action et de partenariat d'une telle maison.

Comment mettre en place une politique décoloniale culturelle et artistique tenant compte des positions minorisées noires africaines à Bruxelles?

De Keere K. & Swyngedouw E.,
Wie is er welkom in de creatieve stad?,
Sociologos 39, 2018, pp. 203-209.

Clette-Gakuba V., *Déploiement d'un territoire artistique noir africain à Bruxelles : négociations d'une visibilité urbaine*. Thèse de doctorat réalisée sous la direction de Nouria Ouali (Prof.) et finalisée en novembre 2019 (ULB-METICES).

Clette-Gakuba V., *Attempt of Political Subjectivation in a White Institution, the case of the Royal Museum for Central Africa in Belgium* in GRZINIC M., UITZ S., (dir.), *Rethinking the Past for a New future of Conviviality*, Cambridge Scholars Publishing, Cambridge, UK, (à paraître en 2019).

Clette-Gakuba V., *Le problème de XXème siècle est la ligne de couleur*, Agenda Interculturel du CBAI, N°341, juillet 2018.

Clette-Gakuba V., *Pour une ethnographie des esthétiques décoloniales à Bruxelles. Tension et enrôlement des artistes noir.es au service de la diversité culturelle* in RINSCHBERGH F., SWYNGEDOUW E., VLEGELS J., (dir.), *Cultural and Creative Industries in Brussels. Creativity in an Divided City*, Urban Notebooks, VUB-press, 2018

Clette-Gakuba V., *Défis d'une diaspora noire en Belgique au regard d'un monde de l'art postcolonial* paru sur le site BAMKO asbl, Comité féminin et afrodescendant pour l'interculturalité et contre le racisme, 2017

Clette-Gakuba V., *Mise en œuvres de la question postcoloniale en Belgique : les artistes Joëlle Sambi, Pitcho Womba Konga, Mufuki Mukuna et Lisette Lombé* in ABRASSART G., DEMART S., (dir) *Créer en postcolonie. 2010-2015, Voix et dissidences belge-congolaises*, édité par BOZAR et Africalia, Bruxelles, 2016

Clette-Gakuba V., *Review of W.J. Nicholls and J. Uitermarck, Cities and Social Movements: Immigrant Rights Activism in the United States, France and the Netherlands 1970 - 2015*, in KifKif.be (en ligne).

Auteurs et projet

« Déploiement d'un territoire artistique subsaharien à Bruxelles : les négociations d'une visibilité urbaine. » (TASBRU) est un projet de recherche de Véronique Clette-Gakuba.

Véronique Clette-Gakuba mène des recherches doctorales en sociologie à l'Université Libre de Bruxelles (METICES, sous la direction de Nouria Ouali). Ses domaines de recherches concernent les relations entre art, (post) colonialisme et migrations. Elle est également personne ressource auprès de nombreux acteurs culturels en ces matières.

Personne de contact

Véronique Clette-Gakuba
vclette@ulb.ac.be